

travail, mais à différence de la période précédant le 17 juin, les revendications exprimées sont rassemblées maintenant dans des cahiers. Les comités syndicaux d'atelier, proches des ouvriers semblent jouer dans cette action un rôle essentiel. Les cadres supérieurs des syndicats ainsi que le parti tolèrent ces cahiers de revendications, et en même temps s'efforcent d'inclure leur contenu dans les conventions collectives d'entreprise qui constituent un rouage du régime et où les concessions aux ouvriers comportent une contrepartie d'engagements de réalisation du plan.

Si sur le terrain de la vie politique il existe moins de « jeu » que jamais, par contre, sur le terrain de la vie économique le cours nouveau du régime tend à donner satisfaction aux masses populaires : diminution des impôts sur les salaires, diminution des prix, crédits à l'agriculture, crédits à l'industrie légère, enfin, et surtout — car c'est la revendication la plus typiquement arrachée par l'action des masses : augmentation des salaires des catégories 1 à 4, les plus basses, ce qui renverse la tendance à l'ouverture de l'éventail des salaires, dominante jusque là.

Ces concessions du régime aux travailleurs ont été rendues possibles par les concessions de Moscou à Berlin-Est et dont les principales sont : annulation des réparations de guerre, retour des Sociétés Anonymes Soviétiques à l'Allemagne, diminution des frais d'occupation (1).

Le niveau de vie des masses s'est amélioré ces derniers mois en Allemagne orientale et sans doute continuera-t-il à s'améliorer. Sans doute le régime réussira-t-il à consolider la couche de stakhanovistes, d'aristocrates ouvriers, de bureaucrates qui lui sont dévoués. Mais il semble certain que les rapports entre classe ouvrière et bureaucratie régnante continueront à se poser en termes politiques. D'une part le niveau de vie de l'Allemagne orientale est encore loin derrière celui de l'Allemagne occidentale. De l'autre et surtout, les ouvriers ont conscience que l'amélioration de leurs conditions de vie est due pour une bonne part à leur action.

Au stade qu'il a atteint, le mouvement des ouvriers d'Allemagne orientale doit résoudre trois types de problèmes, qui d'ailleurs se conditionnent : trouver une formule d'organisation adaptée à la situation ; se donner un programme, une idéologie ; se dépasser, s'allier avec les autres classes opprimées de la nation, prendre des contacts au-delà des frontières du pays posant en même temps, à sa manière, le problème de l'unité allemande. Son avenir dépendra de sa capacité à résoudre ces problèmes.

Hugo BELL.

(1) Pour apprécier réellement la valeur des concessions, il faudrait les placer dans le cadre général des rapports économiques Allemagne orientale-tentr compte des prix pratiqués dans les échanges entre les deux pays, etc., et ceci n'est pas possible.

Les grèves d'Août 1953

Au mois de juillet 1953, un Parlement indécis votait cependant les pouvoirs spéciaux que lui demandait le gouvernement Laniel. Ce gouvernement improvisé après les « expériences » du type Pinay se plaçait simplement dans la même ligne réactionnaire que ceux qui l'avaient précédé : accommodation à la stagnation de l'économie, incapacité de régler ses problèmes les plus brûlants (rapports avec les U.S.A., Indochine, colonies), tentatives de faire supporter à la classe ouvrière tout le poids du bilan de faillite du capitalisme français. Simultanément au glissement continu de la politique française vers les solutions les plus réactionnaires, la classe ouvrière se trouvait divisée et démoralisée. Le détachement des ouvriers des organisations traditionnelles se faisait sous la forme d'un abandon pur et simple de la lutte, aucune réaction importante ne se produisait contre les attaques du patronat et de l'Etat. Pour utiliser les pouvoirs qui lui avaient été donnés par le Parlement, Laniel et ses conseillers poussèrent l'habileté jusqu'à porter le coup décisif aux fonctionnaires, ces parasites si bien dénoncés lors des précédentes campagnes d'économie, si peu populaires auprès des autres travailleurs et — chacun sait cela — si peu combattifs. Précaution supplémentaire : la date fut choisie pendant la période des vacances. Les stratèges avaient mis tous les atouts dans leur jeu. Et l'opération échoua. Mais les hommes du gouvernement ne furent pas les seuls à être stupéfiés de la tournure que prenaient les événements ; les chefs syndicaux ne s'attendaient pas à un tel mouvement et eurent quelque peine à rectifier leur attitude.

La grande surprise d'août 1953 eut ses causes principales dans deux séries de faits. D'abord, les projets visant les fonctionnaires, postiers ou cheminots, venaient après une longue suite de promesses non tenues, de restrictions, de menaces et d'attaques contre certains avantages spéciaux compensant mal le niveau particulièrement bas des salaires dans ces branches. La mesure était comble. C'était oublier que les travailleurs des services publics comme ceux de l'industrie privée, ne sont pas des domestiques résignés, mais des hommes capables de prendre conscience de leur force, de

s'organiser, et de s'opposer à leurs exploiters. (Finalement l'âge de retraite a bien été fixé d'après un certain rapport de force travailleurs-Etat et non d'après l'allongement de la vie qu'entraîne l'emploi des antibiotiques en médecine.) Le patron paternaliste qu'est Laniel pouvait ignorer cela. Mais il est révélateur de leur éloignement des travailleurs que les grandes organisations ouvrières se soient présentées dans un mouvement de cette ampleur avec une telle absence de perspectives.

A ces raisons générales, il faut ajouter le fait déterminant que les mesures du gouvernement Laniel en politique intérieure, tombaient exactement à contre-temps de l'évolution de la politique mondiale. Pour un pays aussi faible et dépendant que la France, cette « erreur » devait être particulièrement grave. Nous avons parlé assez longuement des changements qui sont intervenus dans la situation à l'échelle internationale (1), et qui se traduisent par un ralentissement du cours vers la guerre. C'est en Russie que ces changements se manifestèrent en premier lieu. La mort de Staline en provoquant de profonds remous dans le personnel dirigeant de l'U.R.S.S. fit apparaître au grand jour les contradictions permanentes du régime : incapacité de la bureaucratie à soumettre totalement la classe ouvrière, frictions avec les bureaucraties des pays satellites et entre secteurs différents de l'économie en U.R.S.S. même. Les successeurs de Staline furent ainsi contraints à des concessions réelles ou apparentes telles que la baisse des prix, le développement de l'industrie légère au détriment de l'industrie lourde, les mesures de conciliation envers les opposants au régime (et spécialement envers les ouvriers). On sait que dans les pays possédant un fort prolétariat comme l'Allemagne orientale, une lutte s'engagea entre les tendances à la conciliation et les tendances les plus « dures », qui affaiblit le régime et libéra les mouvements de révolte de Berlin et de Tchécoslovaquie où les ouvriers luttèrent en tant que classe contre la classe bureaucratique exploiteuse. Ces événements accentuèrent encore la tendance générale au ralentissement des préparatifs de guerre et à la révision de la politique étrangère, et de la diplomatie du bloc oriental. Du côté américain, la reprise partielle de l'initiative politique et diplomatique fit ressortir avec force la non-maturité des conditions politiques de la guerre : difficulté à définir une politique intérieure et extérieure cohérente, difficultés d'ordre économique partiellement masquées par le boom de la guerre de Corée. L'analyse de ces contradictions dans les deux grands blocs impérialistes nous avait amenés dans la note sur la situation internationale citée précédemment à conclure que le prolétariat pouvait bénéficier de cette situation, et se manifester avec son visage propre, opposé à l'expansionnisme bureaucratique russe, comme à l'impérialisme américain.

Quelle a été l'incidence des changements dans la politique internationale sur le développement de la lutte des classes en France ?

(1) « Socialisme ou Barbarie », n° 12 : La situation internationale, p. 48 à 59.

Nous devons pour répondre à cette question, nous placer dans l'optique même des travailleurs ; les changements dans la situation objective internationale ont modifié radicalement la perception qu'ont les ouvriers de cette situation, mais aussi de la leur propre. Dans le bloc américain, jusqu'à ce moment, les luttes ouvrières paraissaient avoir comme principal résultat d'aider l'effort de guerre de la Russie ; l'absence d'organisation autonome de la classe et la puissance des organisations staliniennes (en France par exemple) renforçaient cette confusion et les organisations réformistes obligées de choisir trouvaient leur place dans la grande coalition anticommuniste bourgeoise en s'opposant à toute tentative de mouvement social. L'autonomie ouvrière ne pouvait se réaliser que sur un plan très étroitement économique (bien que radical par rapport aux deux blocs en présence) et par ailleurs, des victoires partielles étaient de moins en moins possibles. Si ces facteurs jouaient à long terme dans le sens d'une clarification de la conscience de classe des ouvriers et de l'avant-garde, la perspective immédiate de luttes se trouvait singulièrement bouchée. Au contraire, le ralentissement du cours vers la guerre augmenta pour les ouvriers les chances de s'opposer efficacement à leurs exploiters et la possibilité apparut de mener des luttes sans rapport direct avec leur utilisation par les staliniens. L'hypothèque de l'intégration internationale des luttes fut levée ou passa au second plan, les facteurs politiques de division dans la classe ouvrière reculèrent et le rapport de force entre salariés et patrons se trouva de ce fait modifié. C'est dans ce cadre général que les grandes grèves éclatèrent en août 1953.

L'opposition des organisations syndicales réformistes et du P.S. à l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie s'était renforcée depuis la tentative manquée de Mendès-France pour réajuster la politique française. Mais les limites de cette opposition étaient tracées par le but recherché : on voulait faire une démonstration en utilisant la classe ouvrière comme instrument, ce qu'on combattait, c'était Laniel, et non le régime lui-même ; d'ailleurs on ouvrait l'œil, car on savait combien ces ouvriers, à propos de la moindre revendication sont prompts à mettre en cause tout l'ensemble du système d'exploitation capitaliste : « Devions-nous généraliser le conflit ? La grève générale, c'était ouvrir la porte aux possibilités de manœuvres communistes qui vont par tradition, contre le régime. Or, le Bureau Confédéral n'est pas fait pour jouer la vie de Force Ouvrière à quitte ou double » avoue Botheureau, théoricien de F.O. Les staliniens de leur côté, restent très attentifs à exploiter toutes les difficultés de leurs adversaires atlantiques. Mais pousser à bout leur opposition au gouvernement et engager le pays dans une grave crise sociale aurait été en contradiction avec la politique d'apaisement poursuivie par l'U.R.S.S. Les bureaucrates staliniens aussi durent donc s'employer à limiter le mouvement. C'est dans la métallurgie et particulièrement chez Renault que leur action a été décisive. L'article du camarade Mothé nous montre qu'à ce sujet, point n'est besoin de

mesures brutales : les chefs « ouvriers » ont plus d'un moyen de faire avorter une grève. Mais si, séparés, staliniens et réformistes n'auraient jamais été capables de lancer un mouvement de quelque importance contre le gouvernement Laniel, pratiquement unis ils déclenchèrent un véritable raz-de-marée : 2 millions de grévistes le 7 août, 4 millions le surlendemain. Un observateur superficiel pourrait trouver là de quoi s'étonner ! Les réformistes qui ne craignent pas le ridicule, affirmèrent que cette mobilisation inattendue était le fruit de leurs efforts et prouvait l'importance de leur action sur le plan social. D'autres au contraire, et parmi ceux-là les staliniens, les syndicalistes unitaires, les anarchistes et les trotskystes firent ressortir avec satisfaction la justesse de leur orientation unitaire (chacun sait qu'il y a autant de conceptions de l'unité que de parties séparées). Cette idée mérite qu'on s'y arrête un peu, car l'unité syndicale est une sorte de panacée dont personne n'ose douter aujourd'hui. En août, l'unité fut pratiquement réalisée parmi les ouvriers en grève (nous verrons plus loin quelle différence existe entre l'unité des ouvriers en lutte et l'unité syndicale) : les centrales elles-mêmes eurent des contacts, des initiatives qui firent crier victoire aux champions de l'unité syndicale. Ils oubliaient simplement que ce n'était pas leurs campagnes de propagande qui avaient rendu possibles ces contacts et ces initiatives, mais bien plutôt, la modification de la situation objective en diminuant à tous les échelons, la tension entre le bloc russe et le bloc américain. En effet, la division syndicale ne vient-elle pas directement de la nature et du rôle différents des bureaucraties qui tentent d'encadrer et de contrôler le prolétariat ? La pluralité syndicale ne signifie-t-elle pas l'acceptation par les ouvriers d'idéologies étrangères, et n'est-ce pas en acceptant de combattre pour le compte et sous la direction des bureaucrates staliniens ou réformistes que les ouvriers se trouvent divisés au sein de leur classe ? Cependant quelle que soit la division qui peut se manifester dans les époques de relatif calme social, l'unité ouvrière se réalise nécessairement chaque fois que la lutte éclate. L'attitude des cadres F.O. forcés d'accepter l'unité d'action est significative à ce sujet. C'est que les bienfaits de l'unité ne sont pas à démontrer aux ouvriers qui posent eux-mêmes les questions d'union dans chaque branche et d'extension, de généralisation. L'unité d'action comme seul procédé de lutte est une évidence. On ne concevrait pas que les ouvriers d'un atelier où seraient représentés trois syndicats se missent en grève trois jours différents pour des revendications analogues. Par ailleurs l'unité dans la lutte laisse intacte la critique que font déjà d'une manière plus ou moins claire, certains ouvriers des organisations syndicales (soit sous la forme du refus de toute organisation, soit sous la forme d'une fidélité sans illusions à l'organisation précédemment choisie). L'unité ouvrière s'oppose donc en cela à l'unité des centrales syndicales qui lorsqu'elle se réalise aboutit à un resserrement du contrôle des organisations traditionnelles sur les ouvriers (1). Si les travailleurs

(1) Il n'est pas sans importance de remarquer que la grève a commencé chez les postiers de Bordeaux, dans une corporation où l'influence de l'organisation syndicale stalinienne, la plus lourde, était contrebalancée par celle d'autres syndicats, spécialement sur l'initiative de minoritaires de la Fédération F.O.

en lutte tendent à surmonter leurs divisions, c'est au profit d'une unité ouvrière dont l'unité syndicale n'est qu'une caricature.

Les grèves prirent au début le caractère d'une lutte purement défensive. On sait que ces fameux droits — qui ne furent d'ailleurs acquis qu'après de longues luttes — s'intégraient parfaitement dans le mode de fonctionnement des grandes entreprises publiques. Sécurité de l'emploi, retraite assurée, régime d'assurances sociales plus avantageux, étaient effectivement utilisés pour s'assurer la fidélité des fonctionnaires : cheminots, postiers, etc... Mais menacés, ces maigres avantages se transformèrent en motifs de lutte. On doit d'ailleurs noter que c'est dans les secteurs où la concentration et l'industrialisation sont le plus poussées : transports, communications, production du gaz, de l'électricité etc., que le mouvement a pris naissance. Il exista cependant un décalage entre l'éclatement spontané des grèves, leur étendue et leur durée d'une part, les objectifs poursuivis, les moyens mis en œuvre d'autre part. Ni dans les revendications (maintien du régime antérieur des retraites) ni dans l'organisation des grèves (le plus souvent, pas de comités de grève élus, mais comités formés des différents responsables syndicaux, voire simples comités de coordination intersyndicaux, absence de manifestations de rue, évacuation des chantiers ou bureaux) les grévistes ne manifestèrent une volonté de lutte claire et ferme, ne s'affranchirent de la tutelle des directions syndicales.

Les grèves d'août représentèrent l'opposition de l'ensemble de la classe ouvrière française à la politique de Laniel et consorts. Ce fut donc à ce moment l'ensemble de la classe ouvrière qui ne sut pas dépasser le cadre étroit dans lequel les syndicats avaient enfermé les grèves : les travailleurs du secteur public en n'abordant pas franchement les revendications les plus générales, et les autres ouvriers (métallos en particulier), en ne reconnaissant pas dans ces grèves la lutte de tous les travailleurs contre leurs oppresseurs. Pourtant malgré l'extrême confusion qui régnait dans l'esprit des grévistes quant aux objectifs finaux, et aux possibilités réelles du mouvement, aucune illusion ne subsistait sur le caractère soi-disant économique et politiquement neutre de la lutte. Les grévistes avaient conscience de l'enjeu politique de la lutte qui les opposait au gouvernement et les plus anciens parlaient aux jeunes ouvriers de juin 36. Le gouvernement ne fut ni assez fort, ni assez cohérent pour briser le mouvement. La prime spéciale qu'il accorda aux agents de police fit douter de son autorité auprès de ses serviteurs plutôt qu'elle ne prépara ces derniers à des combats de rue. Il n'osa pas les lancer contre les grévistes. Malgré un effort spécial pour remettre en marche les transports et communications, il ne parvint avec l'aide du haut personnel de direction de la S.N.C.F., qu'à lancer quelques trains de voyageurs de parade et le recrutement de jaunes fut un lamentable échec dans les P.T.T.

Ni victoire ni défaite, mais finalement bilan positif, tel apparaît le résultat des grèves d'août ; ni victoire car les travailleurs sen-

tirent bien qu'une telle mobilisation ouvrière aurait pu avoir des résultats beaucoup plus importants et que la forme même que prirent les grèves fut bien inoffensive : c'est à peine si ces centaines de milliers de travailleurs qui arrêterent pendant plus de deux semaines la vie du pays, organisèrent des comités de liaison inter-professionnels pour venir en aide aux familles des grévistes. Ni défaite car pratiquement les décrets sur l'âge de la retraite furent enterrés (1), la grève se prolongea après le 24 avec des manifestations particulièrement combatives à Rouen, Angers, Nantes, les ouvriers interprétèrent la défection des organisations réformistes non comme un échec mais comme une trahison et enfin, le sentiment général, au moment de la reprise était qu'il faudrait remettre ça. Bilan positif puisque les grèves d'août portèrent un coup d'arrêt à l'évolution dans un sens de plus en plus réactionnaire de la politique française, modifièrent sur le plan social le rapport de force en faveur du prolétariat et marquèrent une reprise de confiance de la classe ouvrière dans ses propres forces.

Le décalage que nous avons constaté entre la spontanéité des grèves et leur but, leur potentiel et leur forme ne fait qu'exprimer la contradiction qui se trouve dans toutes les actions que les ouvriers engagent aujourd'hui : d'une part la défiance envers les organisations traditionnelles héritées de la période précédente demeure comme une acquisition de l'expérience, valable même lorsque l'attitude de ces organisations paraît changer (obligeant les dirigeants syndicaux à des concessions « démocratiques » telles que : élections dans certains cas de comités de grève, discussion et formulation de revendications par les travailleurs eux-mêmes, etc...) ; d'autre part la conscience de l'importance de l'enjeu, le désir des ouvriers de mener une grande bataille, les conduisent à prendre pour cadre organisationnel les grands syndicats solidement charpentés, représentés nationalement, en liaison avec les syndicats d'autres branches industrielles et possédant les militants formés pour remplir ces tâches. Les ouvriers les plus enclins à critiquer les syndicats et à se mettre en grève sans en avoir l'ordre étaient les mêmes qui formaient des délégations demandant aux dirigeants syndicaux l'extension de la grève, sa généralisation, etc. Ainsi l'action spontanée est un des moyens par lesquels les ouvriers parviennent à surmonter la tutelle des organisations bureaucratiques mais cette spontanéité est immédiatement ressentie comme insuffisante pour régler le problème de la lutte contre le capitalisme centralisé. Les ouvriers ont parfaitement compris l'obligation où ils sont de s'organiser pour vaincre mais ils savent aussi que l'organisation des masses d'ouvriers est la porte par laquelle s'insinuent les tendances bureaucratiques de domination de la classe ouvrière. Leur oscillation entre la révolte spontanée et la lutte dirigée par les chefs syndicaux dénote qu'aux problèmes

(1) Des dirigeants S.N.C.F. qui dans certaines gares avaient cru pouvoir se montrer plus durs que le gouvernement lors de la reprise du travail ont vite compris devant les nouveaux débrayages que cela entraînait qu'ils n'avaient pas du tout remporté de victoire.

posés par leur opposition tant à la bourgeoisie capitaliste qu'à la bureaucratie, les ouvriers cherchent une solution sur le plan de l'organisation.

Or, les causes qui ont rendu possible l'éclatement des grèves d'août subsistent et en liaison avec le ralentissement du cours vers la guerre il existe désormais, bien que faibles et limitées, des possibilités objectives de succès ouvriers. Il est vrai que la bourgeoisie française a des difficultés spéciales (guerre d'Indochine, concurrence du capitalisme allemand) qui sont à peine ou pas du tout atténuées par les changements dans la politique mondiale mais on sait aussi que la possibilité de donner satisfaction à des revendications ne dépend pas de la seule volonté de la bourgeoisie mais d'un certain rapport des forces. Par contre, rien n'indique que les luttes qui éclateront sur ces bases auront l'ampleur des grèves d'août : celles-ci polarisèrent une opposition générale au régime, mais elles ne pouvaient obtenir satisfaction que sur certains points précis tels que l'âge de la retraite etc... (1). Cependant le regain d'activité de la classe ouvrière et le développement des luttes sociales permettent un développement de l'intervention des militants d'avant-garde. L'expérience ouvrière de l'intégration des organisations traditionnelles aux blocs impérialistes se manifeste non seulement dans le souvenir de l'action de ces organisations (lorsqu'elles combattaient la grève par exemple) mais aussi dans la formulation de mots d'ordre s'opposant aux mots d'ordre d'inspiration bureaucratique (ainsi les revendications tendant à comprimer la hiérarchie des salaires).

La tâche des militants d'avant-garde est donc double : 1° formuler les revendications par lesquelles les ouvriers révolutionnaires s'opposent aux directions bureaucratiques, 2° déceler les formes d'organisation et de lutte autonomes dans lesquelles le mouvement ouvrier échappant à l'emprise des bureaucrates pourra coordonner et diriger ses combats. Si le relatif attachement des ouvriers aux organisations traditionnelles signifie bien leur volonté de mener une lutte organisée, c'est de ce fait même que le problème de l'organisation propre de l'avant-garde se trouve posé.

Robert DUSSART.

CHRONOLOGIE DES GREVES

Apparemment rien ne laissait présager l'ampleur du conflit qui allait se développer avant le 4 août 1953. Laniel ayant en mains certains pouvoirs spéciaux, en annonçait l'application proche. Certes la coupe était pleine et les prolétaires de l'Etat se sentaient cette fois la force de résister victorieusement aux attaques que leur Patron s'appropriait à lancer contre eux. Mais personne n'eut pu prédire que, rapidement, la grève allait grouper 4 millions de travailleurs dans la lutte.

(1) Tendance à regrouper une opposition générale au régime, possibilités de satisfaction très limitées : ce qui manque à cette situation intérieure pour devenir révolutionnaire c'est la conscience claire des buts et des moyens, l'organisation autonome de la classe ouvrière. Nous savons que cela ne peut venir d'un être détaché de l'évolution de la situation mondiale et de la perspective de la guerre et de la révolution que porte l'opposition des deux grands blocs impérialistes.